

Maître d'ouvrage :

SCEA LE FONTENY

Siège d'exploitation : Le Fonteny

85 140 SAINT-MARTIN-DES-NOYERS

Pré études technique et réglementaire PROJET DE RESERVE EN EAU



Table des matières

1	Identification de l'exploitation	2
2	Objet du dossier :	2
2.1	Projet	2
2.2	Motivations	3
2.3	Situation géographique	4
2.4	Contexte règlementaire	6
2.5	Caractéristiques du site envisagé pour le projet :	7
2.6	Approche économique	7
2.7	Urbanisme	8
3.	Contexte environnemental :	10
3.1	Contexte et calcul de la ressource en eau :	10
3.1.1	Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation	Erreur ! Signet non défini.
3.2	Situation géologique et morphologique :	11
3.3	Les secteurs d'intérêt particulier	12
3.3.1	- Les ZNIEFF	12
3.1.2	- Natura 2000	14
3.1.3	- Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire	16
3.4	Les zones humides	17
3.5	Environnement proche	18
3.5.1	Habitation	18
3.6	zones de présomption archéologique	19
3.6	Servitudes	19
4.	Le SDAGE et le SAGE	19
5.	Conclusion	23
Annexes	Erreur ! Signet non défini.

1 Identification de l'exploitation

SCEA LE FONTENY

Le Fonteny

85 140 SAINT-MARTIN-DES-NOYERS

SAU : 137 ha

UTH : 1

La SCEA n'est actuellement pas irrigante.

Production animale : 100 vaches limousine, 1000 m² de poulet certifié

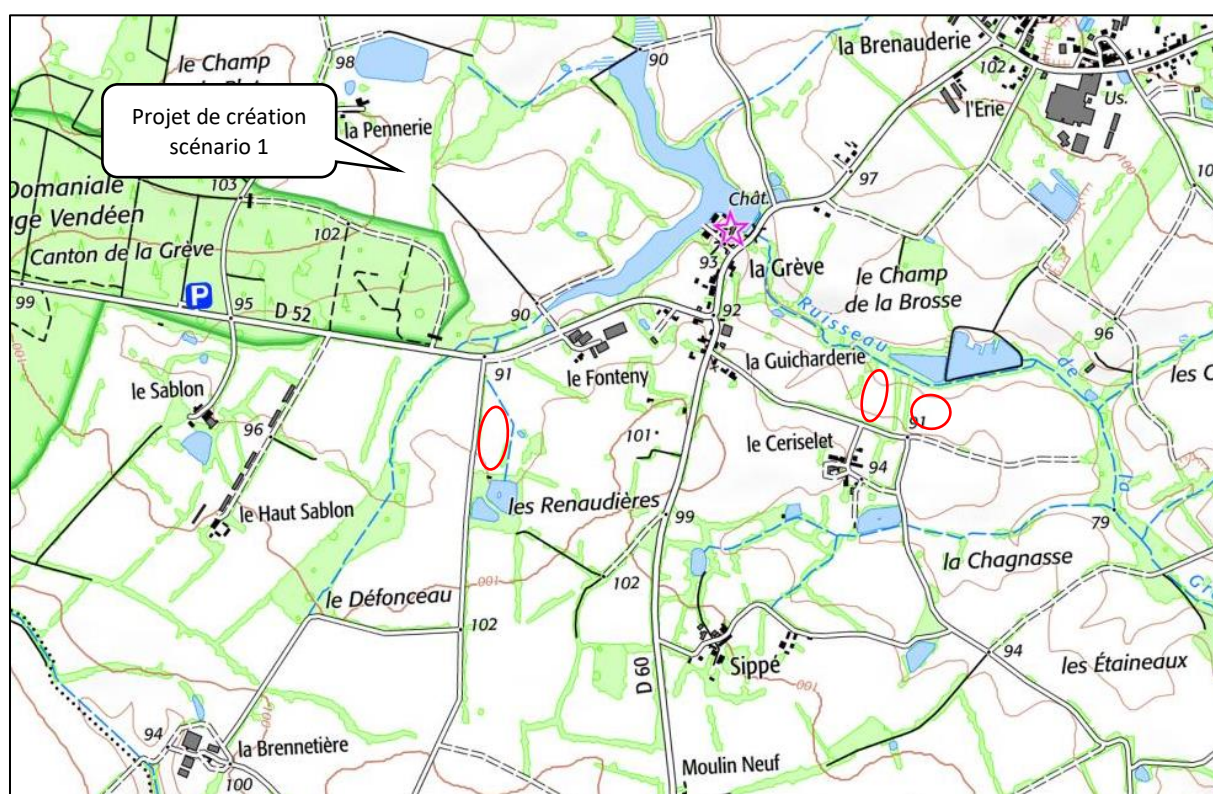
Production végétale : 40 ha de blé, 30 ha de maïs fourrage, 12 ha colza, 6 ha tournesol

2 Objet du dossier :

2.1 Projet

L'objectif est de créer une réserve permettant le stockage de 35 000 m³ ayant pour objectif l'irrigation de maïs fourrage. En plus des 10 000 m³ de l'étang voisin.

La retenue créée sera endiguée et son remplissage se fera soit par pompage dans le ruisseau de la Grève



2.2 Motivations

Après analyse des besoins en fourrage, 55 ha seront irrigués annuellement.

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 45 000 m³ (850-900 m³/ha).

Pour limiter l'implantation du projet de retenue, la SCEA a la possibilité d'utiliser un volume d'eau dans un étang déjà existant pour un volume de 10 000 m³. Le projet de création permettra de stocker 35 000 m³. Au total 45 000 m³ seront mobilisés pour l'irrigation.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures permettra d'assurer un rendement minimum en maïs fourrage. L'enjeu pour l'exploitation en polyculture élevage est d'assurer le bilan fourrager qui représente une charge importante pour l'exploitation.

Les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent la production de fourrage sur l'exploitation.

Aujourd'hui, la SCEA est contrainte par l'achat d'aliment pour son cheptel bovin.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'étiage.

L'implantation du projet a été orientée par sa proximité vis-à-vis du parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage.

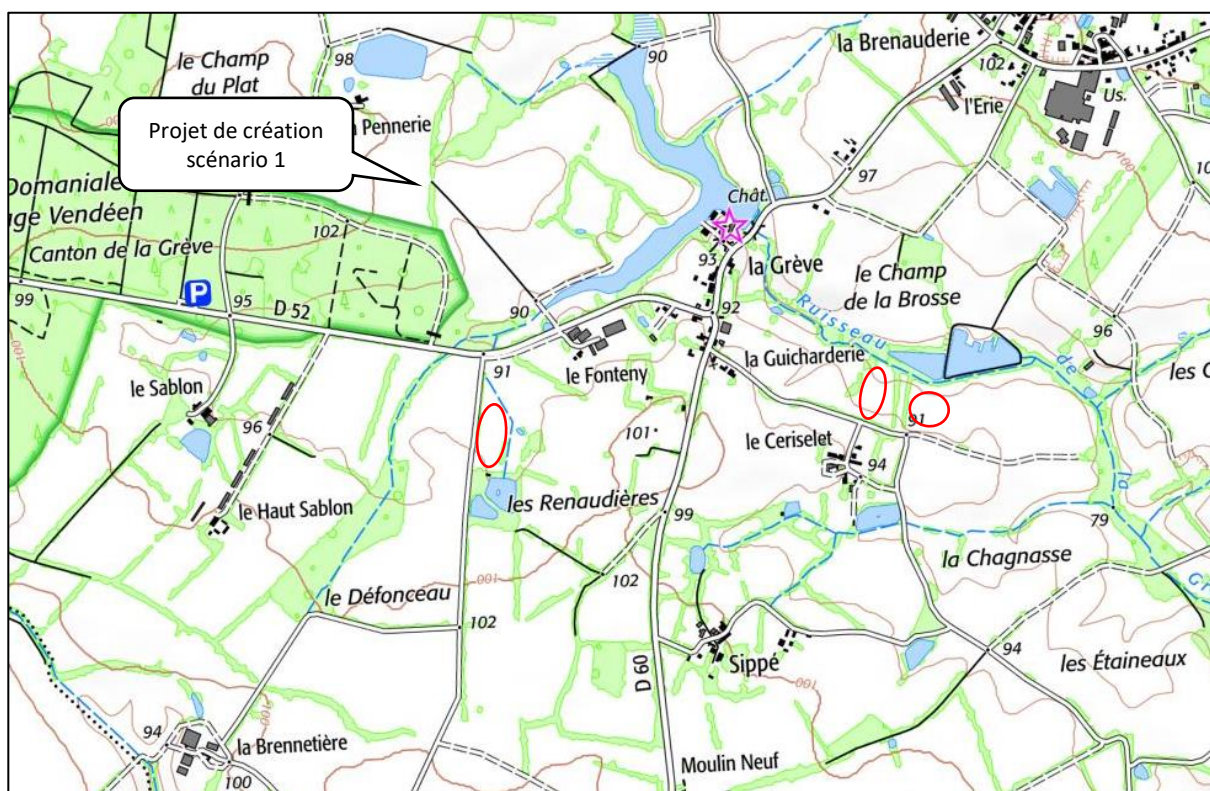
2.3 Situation géographique

Saint-Martin-des-Noyers est une commune française située dans le département de la Vendée en région Pays de la Loire.

Administration		Géographie	
Pays	 France	Coordonnées	 46° 43' 21" nord, 1° 10' 37" ouest
Région	Pays de la Loire	Altitude	97 m Min. 58 m Max. 118 m
Département	Vendée	Superficie	41,49 km ²
Arrondissement	La Roche-sur-Yon	Élections	
Intercommunalité	Communauté de communes du Pays-de-Chantonnay	Départementales	Canton de Chantonnay
Maire Mandat	Christophe Gouraud 2020-2026	Législatives	Première circonscription
Code postal	85140	Localisation	
Code commune	85246	Géolocalisation sur la carte : France	
			

Masse d'eau concernée : La Vouraie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de la Sillonniere (code SANDRE : FRGR2247)

Localisation projet :



Scénario 1 :



2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Non Concerné
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou Canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Non Concerné
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). « Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. » « Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique. » ;	Concerné La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Déclaration
3.2.5.0 Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112	L'ouvrage ne sera pas de classe C. Volume hors sol < 50 000m ³ / aucune habitation à moins de 400 m à l'aval
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet fera l'objet d'une demande d'attribution de volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Des volumes sont, à ce jour, disponibles. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. Non concerné

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet représentera certainement une emprise inférieure à 2 ha et sera soumis à déclaration préalable.

2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet :

La retenue sera positionnée sur la commune de Saint-Martin-des-Noyers.

La totalité de l'emprise sera en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de la maîtrise du foncier, des caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec les documents de gestion et d'urbanisme en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux mais aussi de son mode d'alimentation en eau.

Des sondages seront effectués pour vérifier si les matériaux nécessaires à la conception de l'ouvrage sont en qualité et quantité suffisante (équilibre déblaie / remblai).

La création empiètera sur des terres agricoles, actuellement cultivées ou utilisées en prairie par le pétitionnaire.

2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Cette étude figurera dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer la partie production de fourrage pour tendre vers l'autonomie alimentaire de l'atelier bovin sans être contraint par l'achat d'aliment.

Dans un contexte plus large, le projet assurera le dynamisme de la filière qui contribue à l'économie locale, comme c'est le cas pour ce projet.

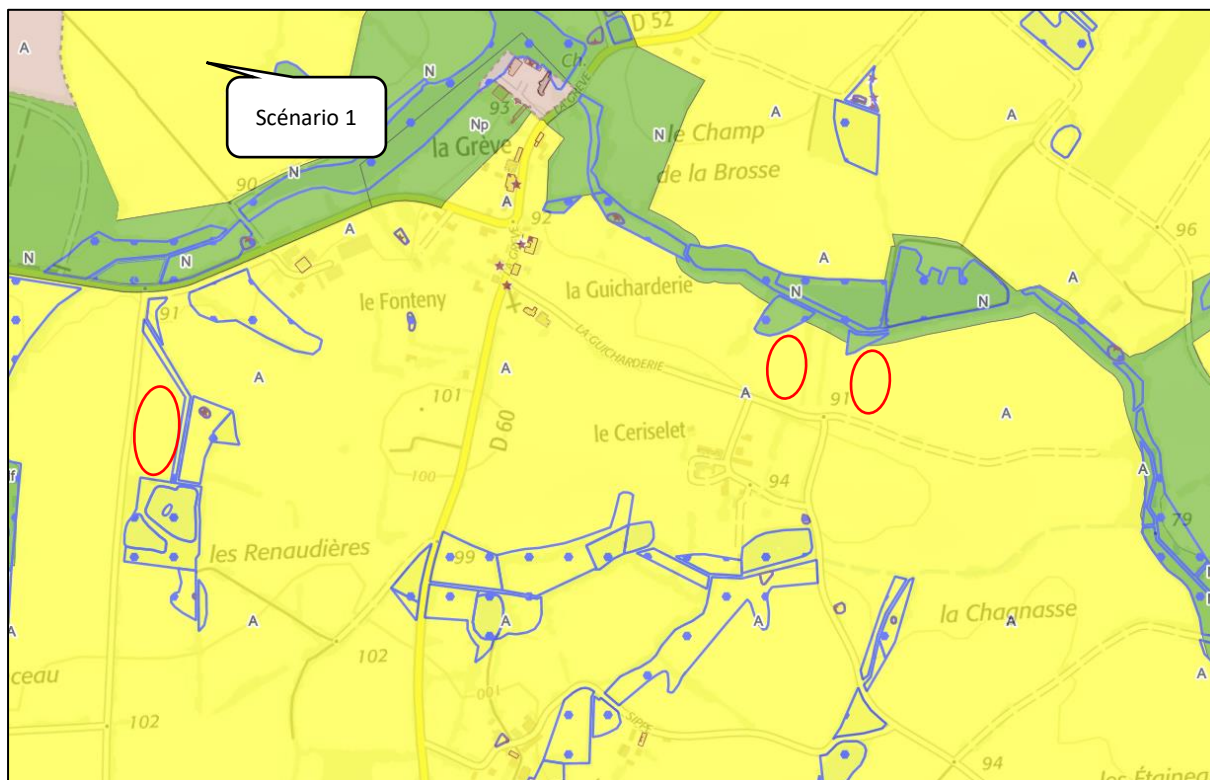
2.7 Urbanisme

La surface d'emprise sera définie précisément à la suite des relevés topographiques.

Emprise totale < 2 ha : dépôt d'une déclaration préalable

Emprise totale > 2ha : dépôt d'un permis d'aménager

Selon le PLUi du Pays de Chantonay, les parcelles des 3 scénarios se situent en zone A, autorisant ce type de travaux à vocation agricole.



Extrait du règlement du PLUi du Pays de Chantonay :

A – 1.2

Usages et affectations des sols et types d'activités

Dans l'ensemble de la zone A, sont interdits les types d'activités qui ne sont pas mentionnés à l'article 2.2 ci-dessous.

Sont également interdits, les affouillements et exhaussements du sol à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à une destination, sous-destination ou type d'activités autorisé dans le secteur, à des équipements d'infrastructure ou de réseaux, ou à la prévention des nuisances sonores, sous réserve qu'ils soient compatibles avec l'environnement (notamment plans d'eaux directement liés à l'irrigation agricole).

A – 2.1

Destinations et sous-destinations des constructions

Dans la zone A, et secteurs Av :

Sont admis dès lors qu'ils ne compromettent pas le caractère agricole de la zone :

- Les **constructions et installations** nécessaires à des « équipements d'intérêt collectif ou à des services publics » à condition :
 - Qu'ils soient liés à la réalisation d'infrastructures et des réseaux ou qu'il s'agisse d'ouvrages ponctuels (station de pompage, château d'eau, antennes de télécommunications, relais hertzien, ligne de transport ou de distribution et transformateur d'électricité, constructions, station d'épuration, éolienne, déchetterie, etc.) ;
 - Qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où ils sont implantés ;

Dans la zone A uniquement :

• Sont admises dès lors qu'elles ne compromettent pas le caractère agricole de la zone, les **nouvelles constructions et installations** ayant les destinations ou sous-destinations suivantes :

- Exploitation agricole et forestière à condition :
 - Qu'elles soient nécessaires et directement liées à l'exploitation agricole ou forestière (locaux de production, locaux de stockage liés au processus de production, locaux de transformation, locaux de conditionnement, locaux de surveillance ou de permanence inférieur à 30 m² de surface de plancher, locaux destinés à la vente des produits majoritairement produits ou cultivés sur place, locaux de stockage et d'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole, etc.) ;
 - Ou qu'il s'agisse de constructions de faible emprise ou d'installations techniques directement liées à la gestion des réserves d'eau pour l'activité agricole (telle que station et équipement de pompage...) sous réserve qu'elles ne dénaturent pas le caractère des paysages et qu'elles s'intègrent à l'espace environnant.

Lorsqu'elles sont liées au siège ou au site d'une exploitation agricole :

- Habitations si elles sont nécessaires aux exploitations agricoles (logement de fonction agricole) ainsi que le changement de destination et l'extension d'un bâtiment agricole en habitation nécessaire à l'exploitation agricole (logement de fonction agricole) aux conditions cumulatives suivantes :
 - Qu'elles soient liées à des bâtiments ou des installations d'exploitation agricole existants dans la zone,
 - Qu'elles soient justifiées par la surveillance et la présence permanente au regard de la nature de l'activité et de sa taille ;

CHAPITRE 6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX AFFOUILLEMENTS ET EXHAUSSEMENTS

Sous réserve des dispositions spécifiques prévues dans certaines zones, les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés dans chaque zone à condition d'être liés et nécessaires à la réalisation des constructions et installations autorisées dans la zone ou s'ils sont liés à la réalisation des routes et aménagements routiers annexes (et sous réserve qu'ils soient compatibles avec la sauvegarde de l'environnement) ou s'ils sont liés et nécessaires à l'activité agricole ou dans le cas de fouilles archéologiques ou dans le cas de restauration du milieu naturel.

3. Contexte environnemental :

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :

Saint-Martin-des-Noyers est située dans le bassin versant du Lay, en zone de répartition des eaux.

Le projet se situe sur la masse d'eau de la Vouraie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de la Sillonniere (code SANDRE : FRGR2247).

La Vouraie est un affluent du Petit Lay.

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

Pluviométrie à La-Roche-sur-Yon

Mois	jan.	fév.	mars	avril	mai	Juin	jui.	août	sep.	oct.	nov.	déc.	année
Précipitations (mm)	96.8	70.9	65.0	70.7	58.2	42.6	51.2	44.5	70.6	104.1	108.6	97.5	880.7

Pluviométrie du 1er novembre au 31 mars : 438.8 mm

Pluviométrie annuelle 880.7 mm

Après consultation de l'attributaire de débit, du volume est disponible sur le bassin versant.

Une étude technique sera faite afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.

3.3 Les secteurs d'intérêt particulier

3.3.1 - Les ZNIEFF



Les 3 scénarios se situe à proximité d'une ZNIEFF de type 1 et une ZNIEFF de type 2 :

FORET DU DETROIT, BOIS VOISINS, ETANG DES COSSES (Identifiant national : 520005763) (ZNIEFF Continentale de type 1)

Descriptif :

Cette grande zone de bois et d'étangs, bien que morcelée par le remembrement, représente une zone refuge importante en lien avec les autres forêts du Bas-bocage (notamment la Forêt de la Chaize-le-Vicomte, assez proche).

La zone comprise entre les trois entités boisées qui constituent maintenant la ZNIEFF abritait autrefois des couples de PieGrièche écorcheur. Les haies favorables à cet oiseau devenu rare ont en effet été supprimées.

La forêt et l'étang des Cosses restent très intéressants pour de nombreux oiseaux, notamment des oiseaux d'eau (limicoles en passage, et canards hivernants : sarcelles, fuligules, canards souchets, siffleurs, pilets...) et des rapaces.

Les zones humides sont favorables à de nombreux amphibiens et insectes (dont l'Agrion de Mercure, protection nationale).

Notons par ailleurs la présence sur les lisières forestières du Peucedan de France, plante protégée sur la région, et dont c'est une des rares stations de Vendée.

La zone est menacée par la pression agricole (preuve en sont les élevages avicoles inclus dans les forêts), mais le statut de forêt domaniale apporte une protection sur une partie du site.

L'autoroute Cholet-La Roche, en construction, passera en limite du Bois des Chaumes (qui risque d'être en partie détruit).

ZONE DE BOIS ET BOCAGE A L'EST DE LA ROCHE-SUR-YON (Identifiant national : 520005759) (ZNIEFF Continentale de type 2)

Descriptif :

Cette grande zone de bocage, bois, étangs, vallées, malgré une dégradation importante due au remembrement et à l'urbanisation, a conservé un intérêt écologique non négligeable. Le réseau hydrographique assez dense constitue un ensemble de corridors naturels, dont la Loutre est sans doute l'une des espèces phares.

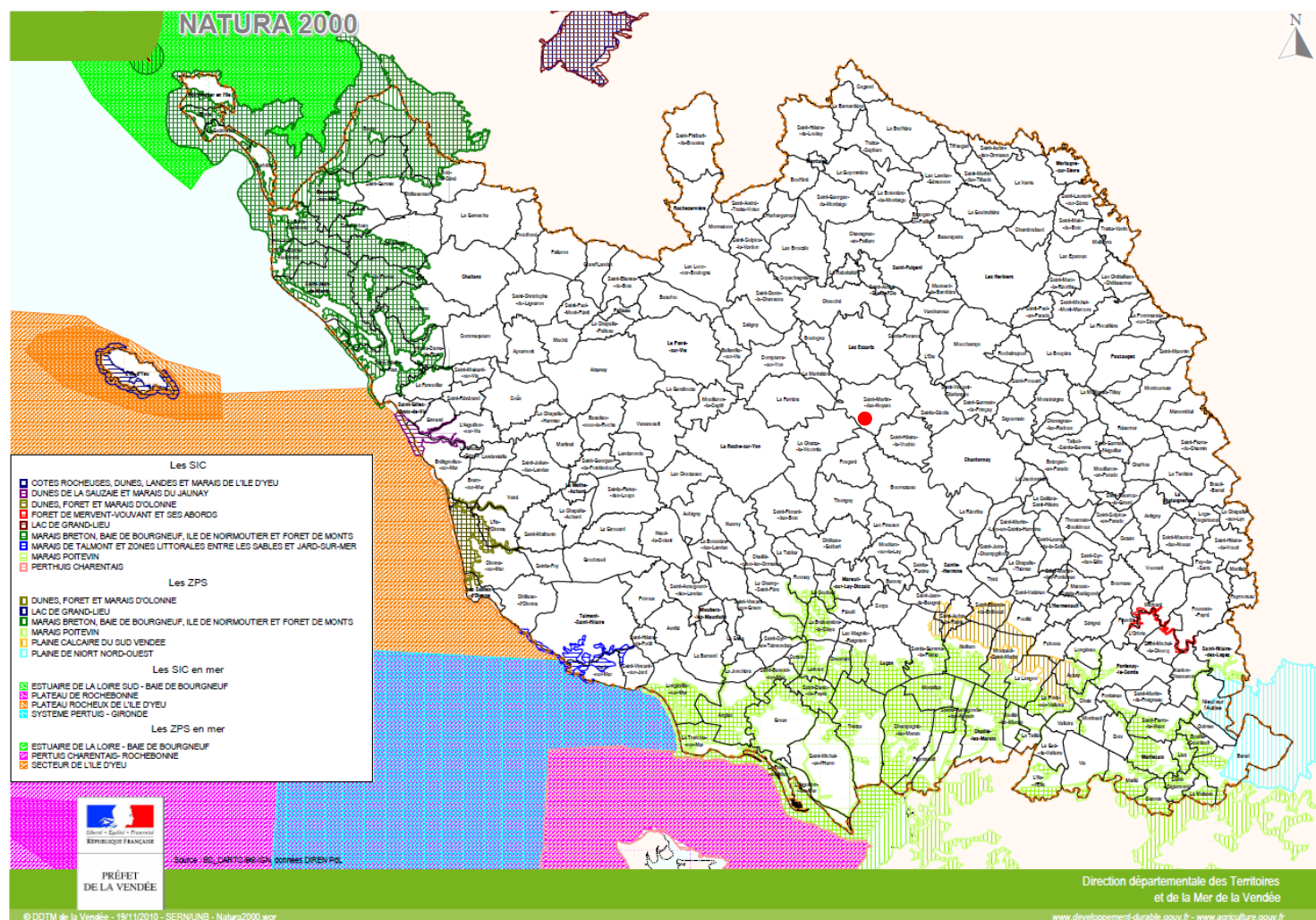
De nombreuses espèces ont toutefois disparu ou sont en forte régression (Bouvreuil pivoine, Gros-bec casse noyau, Pie-Grièche écorcheur). C'est le cas notamment de plantes signalées dans le flore de Henri des Abbayes (1971) au Bourg-sous-la-Roche, qui n'ont pas été retrouvées.

L'autoroute Cholet - La Roche va séparer cette zone en 2 (en passant à l'ouest des forêts du Déroit et de la Chaize) et favorisera un nouveau morcellement du milieu.

La création de l'étang ne provoquera aucun impact sur les espèces inventoriées dans cette ZNIEFF. L'emprise du projet se situe majoritairement sur des parcelles cultivées ou en prairie. Aucune zone humide ne sera impactée.

3.1.2 - Natura 2000

FR5410100 – Marais poitevin à plus de 20 km du projet (pour les 3 scénarios).



Caractéristiques du site :

Vaste complexe littoral et sublittoral sur alluvions fluvio-marines quaternaires et tourbes s'étendant sur 2 régions administratives et 3 départements. Ensemble autrefois continu mais aujourd'hui morcelé par l'extension de l'agriculture intensive en 3 secteurs et compartiments écologiques principaux :

- une façade littorale centrée autour des vasières tidales et prés salés de la Baie de l'Aiguillon, remplacées vers le nord par des flèches sableuses (Pointe d'Arcay) ou des cordons dunaires (Pointe de l'Aiguillon) et au sud par les falaises calcaires ;
- une zone centrale, caractérisée par ses surfaces importantes de prairies naturelles humides saumâtres à oligo-saumâtres, inondables ("marais mouillés") ou non ("marais desséchés") parcourues par un important réseau hydraulique;
- une zone "interne" (la "Venise verte") sous l'influence exclusive de l'eau douce et rassemblant divers milieux dulcicoles continentaux : forêt alluviale et bocage à Aulne et Frêne, fossés à eaux dormantes, bras morts, plus localement, bas-marais et tourbières alcalines.

Des affleurements calcaires existent également en périphérie du site et sous forme "d'îles" au milieu des marais. Malgré les hiatus spatiaux séparant désormais ces 3 secteurs, ceux-ci restent liés sur le plan fonctionnel, plus ou moins étroitement selon les groupes systématiques concernés (Ex: liaisons entre les vasières littorales servant de zones de repos et les prairies saumâtres utilisées comme zones de gagnage)

Se rajoutent les vallées des cours d'eau alimentant le marais : vallées du Lay, de la Vendée, de l'Autize, de la Guirande, de la Courance, du Mignon et du Curé.

Nota : les vallées de la Guirande, de la Courance et du Mignon ont été rajoutées lors de l'extension du site en décembre 2003.

Vulnérabilité :

Le Marais Poitevin est soumis depuis les trois dernières décennies à des facteurs négatifs ayant entraîné des altérations majeures de son fonctionnement et un appauvrissement de sa valeur biologique :

- mutation des pratiques agricoles : transformation des prairies naturelles humides en cultures céréalières intensives (plus de 50% des prairies reconverties entre 1970 et 1990) ;
- modifications du régime hydraulique : remodelage des réseaux et multiplication des ouvrages hydrauliques visant à accélérer le drainage des parcelles pour libérer toujours plus de surfaces cultivables, baisse générale du niveau des nappes, artificialisation du fonctionnement hydraulique, altération de la qualité des eaux (intrants d'origine agricole favorisant l'eutrophisation des eaux) etc ;
- multiplication des infrastructures linéaires (routes, transports d'énergie) et du bâti entraînant une fragmentation des espaces naturels qui nuit à leur fonctionnalité etc .

Qualité et importance :

Une des zones humides majeures de la façade atlantique française satisfaisant à plusieurs critères définis par la convention de RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale (R3A : présence simultanée de plus de 20000 oiseaux d'eau ; R3C : plus de 1% de la population de plusieurs espèces en périodes de reproduction, migration ou hivernage) :

- premier site français pour la migration pré-nuptiale de la Barge à queue noire et du Courlis corlieu ;
- site d'importance internationale pour l'hivernage des Anatidés et des limicoles (l'un des principaux sites en France pour le Tardorne de Belon et l'Avocette élégante) ;
- site important en France pour la nidification des Ardéidés, de la Guifette noire (10% de la population française), de la Gorgebleue à miroir blanc de Nantes (*Luscinia svecica namnetum*), du Vanneau huppé et de la Barge à queue noire (15-20%) ;
- site important pour la migration de la Spatule blanche

3.1.3 - Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans avoir vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

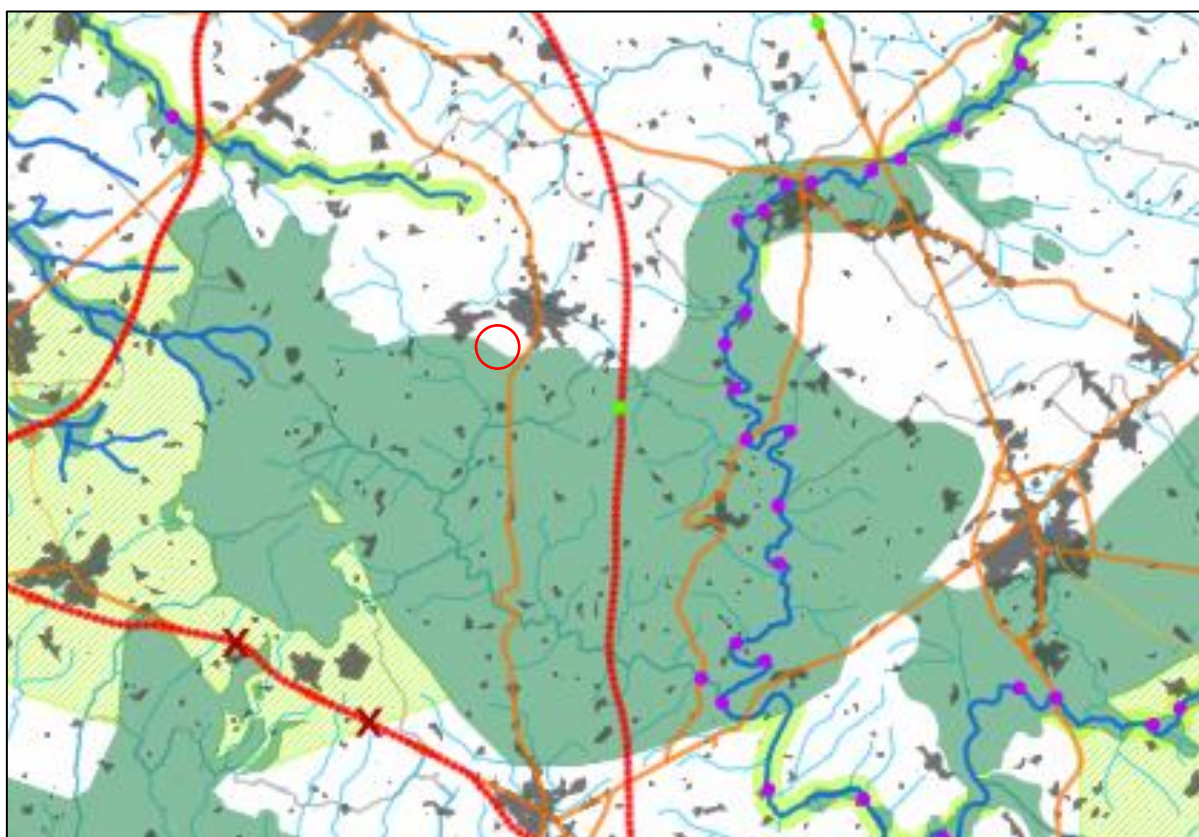
Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espaces contigus.

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau,...) ;

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets,...) ;

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).



Les 3 scénarios s'inscrivent dans un réservoir de biodiversité.

La création ne fera pas obstacle à la continuité de ce réservoir et au cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors (linéaire, discontinu, paysager).

L'implantation de l'étang se fera sur des terres agricoles actuellement cultivées ou en prairie.

Le plan d'eau pourra devenir un support de biodiversité.

3.4 Les zones humides

Selon l'inventaire réalisé par le syndicat du bassin versant de Grand-Lieu annexé au PLUi du Pays de Chantonay, le 1^{er} scénario ne sera pas de nature à impacter de zone humide. Les scénarios 2 et 3 pourront légèrement impacter des « zones humides à vocation agricole ».

Des sondages seront effectués pour déterminer précisément la potentielle superficie de zone humide concernée.

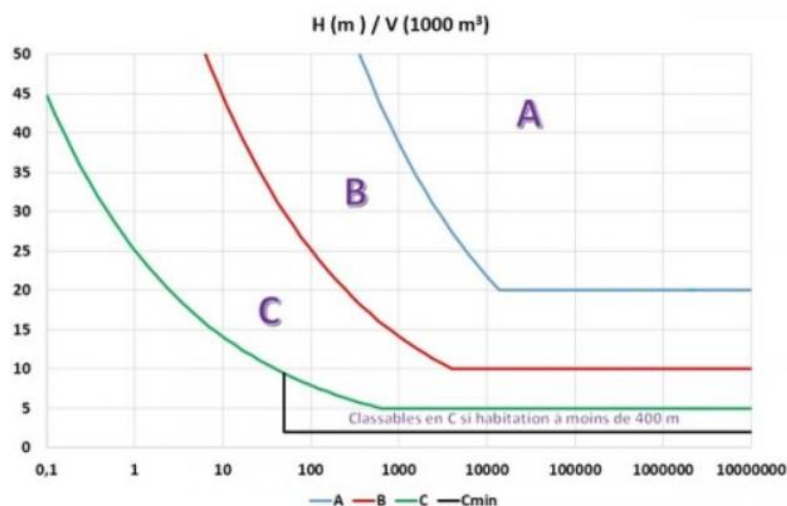
L'étude des mesures ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration.



3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage, son volume total étant inférieur à 50 000 m³.



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K \geq 20$. Relèvent également de la même classe les barrages de hauteur supérieure à 2m, qui retiennent aussi plus de 0,05 millions de m³ d'eau et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera fait annuellement.
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

Périmètre eau potable

Le projet ne se superpose pas au périmètre AEP le plus proche, celui de Moulin Papon, situé à plus de 10 km des 3 scénarios.

3.6 zones de présomption archéologique

Le service de la DRAC concerné sera consulté au Titre de l'archéologie préventive.



Selon l'atlas des patrimoines du ministère de la culture, aucune zone de présomption de prescription archéologique est recensée sur le site d'étude. En revanche, les 3 scénarios se situent à proximité d'une zone de Protection au titre des abords de monuments historiques. Zone de protection relative au manoir de la Grève.

3.7 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet s'inclue dans le SDAGE Loire Bretagne et dans le SAGE du Lay.

Le projet sera compatible avec l'ensemble des dispositions de ceux-ci.

Le comité de bassin a adopté en mars 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le Sdage, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maitriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Le règlement du SAGE du Lay s'articule comme suit :

PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT

PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu de l'ensemble des premiers éléments, les 3 scénarios présenter dans cette étude semblent respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant leurs mises en œuvre. Le choix d'un scénario se fera en amont de la réalisation du dossier de déclaration.

Des sondages seront effectués sur le périmètre du projet pour définir précisément la superficie de la potentielle zone humide impactée. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques.

